

TEXTE DE POLITIQUE GENERALE

Commission : Conseil de Sécurité

Question : Le Moyen-Orient déstabilisé par la contestation populaire et la crise sanitaire

Auteur : Saint Vincent et les Grenadines

Saint-Vincent-et-les Grenadines est très préoccupé par les événements récents au Moyen-Orient et demande à l'ONU et à ses pays membres d'intensifier leurs efforts pour parvenir à la paix et soutenir la croissance économique et le développement dans l'ensemble de la région. Ceci est particulièrement important compte tenu de la crise sanitaire causée par la pandémie COVID-19, qui menace d'annuler des années de progrès.

Si nous reconnaissons les défis uniques auxquels sont confrontés les gouvernements du Moyen-Orient, pour le gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines, les principes démocratiques et le respect des droits de l'homme restent des principes vitaux, qui ne sont pas négociables.

Pendant le printemps arabe, nous avions de grands espoirs de changement démocratique et de prospérité au Moyen-Orient. Malheureusement, le temps a montré que cela ne s'est pas entièrement concrétisé, au contraire, le Moyen-Orient continue d'être confronté à la pauvreté, aux conflits et à l'autoritarisme dans certaines régions et certains pays.

Néanmoins, nous continuons d'espérer un changement démocratique et une coopération interrégionale comme base de la paix et du développement économique dans toute la région.

Saint-Vincent-et-les Grenadines estime que la communauté internationale a la responsabilité de promouvoir de tels développements par un soutien et une implication active, y compris une assistance financière aux communautés en difficulté, notamment dans les zones particulièrement touchées par la crise sanitaire actuelle.

Néanmoins, en tant que pays avec une histoire d'indépendance courte mais fière, nous devons rappeler à la communauté internationale de respecter la souveraineté et l'indépendance des pays concernés, car le développement durable peut être soutenu par les organisations internationales et les puissances étrangères, mais il doit se développer à l'intérieur des communautés et ne peut être simplement imposée à une population de l'extérieur.

Saint-Vincent-et-les Grenadines reconnaît que l'ingérence étrangère au Moyen-Orient a souvent exacerbé des conflits déjà existants et n'a pas toujours contribué positivement à la solution des problèmes et des difficultés dans la région.

Les pays ayant des liens historiques avec la région ont une responsabilité particulière dans le développement pacifique et prospère du Moyen-Orient et doivent donc examiner attentivement la portée et la nature de leurs actions. En outre, les pays impliqués militairement dans la région doivent examiner attentivement l'impact de leurs actions sur le terrain.

Nous sommes convaincus que le retrait éventuel des troupes étrangères et la fin de l'ingérence politique dans les affaires souveraines des États du Moyen-Orient seraient bénéfiques.

Saint-Vincent-et-les Grenadines estime que les positions exposées dans cette déclaration en faveur de la paix, des droits de l'homme et du développement économique contribueraient grandement à un avenir meilleur de cette partie du monde.